

# PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

le Numéro } FRANCE : 3 fr.  
              } ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.  
ÉTRANGER.... 50 francs.



Organe de  
défense nationale  
des Peuples  
du

## CAUCASE

Géorgie  
Azerbaïdjan  
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

## SOMMAIRE

---

Un peuple désarmé qui ne veut pas mourir.....	Ed. CHAPUISAT
Staline .....	G. G.
En Azerbaïdjan.....	M. E. MEHMED-ZADÉ
L'organisation politique de l'Ukraine en 1917 et le démembrement de l'Empire Russe .....	A. CHOULGUINE
Retour en arrière.....	I. TCHOULIK
La Fête Nationale Géorgienne à Paris et à Genève..	***
Revue de la Presse.....	***
Réunion « Prométhée ».....	***

## CHRONIQUE

Azerbaïdjan. — Caucase du Nord. — Ukraine.

---

DIRECTION & ADMINISTRATION :

4, Villa Malakof — PARIS (16<sup>e</sup>)

---

# PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale  
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine  
et du Turkestan

---

## UN PEUPLE DÉARMÉ QUI NE VEUT PAS MOURIR

---

Le président de la Conférence pour la limitation des armements a reçu, peu après son entrée en fonctions, une protestation contre certaines phrases du discours prononcé par M. Litvinov, délégué de l'U.R.S.S. M. Litvinov avait affirmé que, sitôt au pouvoir, le gouvernement soviétique s'était déclaré contre l'oppression de certains peuples par d'autres et qu'il avait proclamé le droit des Nations à disposer librement d'elles-mêmes.

C'est tout à fait exact. Le malheur est que ces principes ne furent pas appliqués et c'est la raison pour laquelle le représentant du gouvernement national de Géorgie, en exil, a cru devoir adresser sa note au président de la Conférence. De son côté, l'Association suisse pour la Société des Nations qui groupe des hommes appartenant à des partis politiques souvent en lutte les uns contre les autres, a présenté à la Commission permanente des questions juridiques internationales de l'Union des Associations pour la Société des Nations une résolution récemment adoptée à Bruxelles. Cette résolution, qui sera soumise au mois de juillet à l'approbation de l'Assemblée plénière de l'Union, est ainsi conçue :

« L'Assemblée plénière de l'Union Internationale des Associations pour la Société des Nations a pris, le 5 juin 1921, une résolution en faveur de la Géorgie occupée par les troupes soviétiques en violation du traité conclu entre celle-ci et le gouvernement de Moscou. Cette résolution demandait à la Société des Nations de se saisir de la question géorgienne en vue de rétablir la liberté de ce pays.

« La XVI<sup>e</sup> Assemblée plénière constate avec satisfaction que la Société des Nations s'est en effet préoccupée à deux reprises de cette question (1922 et 1924) et a adopté des résolutions engageant le Conseil à suivre les événements afin de saisir le moment favorable pour rendre à la Géorgie le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'Assemblée exprime la conviction que cet engage-



ment de la Société des Nations sera mené par le Conseil à bonne fin. »

Le traité signé entre la Géorgie et la Russie soviétique, auquel il est fait allusion dans ce texte, est daté du 7 mai 1920. Il porte en son article premier :

« Se basant sur le droit de tous les peuples proclamé par la R.S.F.S.R. de disposer librement d'eux-mêmes jusques et y compris la séparation totale d'avec l'Etat dont ils font partie, la Russie reconnaît sans réserves l'indépendance et la souveraineté de l'Etat géorgien et renonce de plein gré à tous les droits souverains qui appartenaient à la Russie à l'égard du peuple et du territoire géorgiens. »

Voilà qui est parfait... mais, dix mois plus tard, l'U.R.S.S. envahit militairement la République géorgienne. La Géorgie tenta de résister. Elle le fit avec acharnement, mais prise au dépourvu parce qu'elle est très pacifique de nature, elle se trouva sans armements suffisants; elle avait transformé en fabrique de meubles son arsenal de Tiflis. Les troupes du Général Hecker eurent raison en quelques semaines des Géorgiens et, dès lors, le régime que l'on connaît se maintient au pouvoir. Les insurrections furent toujours étouffées, les représailles sévères et, si les prisons regorgent de détenus politiques, l'armée rouge poursuit son activité contre tous ceux qui se refusent à agréer la domination des Soviets.

\*  
\*\*

Si l'U.R.S.S. est représentée à la Conférence pour la limitation des armements, la Géorgie, entièrement occupée, ne l'est pas. Ce n'est pas dire que sa cause doive être considérée comme perdue. Indépendamment de la reconnaissance par l'U.R.S.S. que nous avons citée, elle a en mains d'autres documents impressionnants. Le Conseil Suprême de la Conférence de Versailles a reconnu son indépendance, en fait, le 11 janvier 1920, et en droit, le 27 janvier 1921, ainsi qu'en témoigne une lettre de M. Briand, alors président dudit Conseil et président aussi du Conseil français. Après lui, M. Raymond Poincaré interpellé au Parlement, confirma, à propos de la Conférence de Gênes, l'attitude adoptée par le Gouvernement français, qui accueille au Quai d'Orsay le représentant du Gouvernement national de Géorgie en exil. Les délégués de l'U.R.S.S. ne furent pas admis à parler à Gênes au nom de la Géorgie. Ils ne le furent pas davantage à la Conférence de Lausanne. Enfin, lorsque fut signée la Convention des Détroits, sur la proposition des délégations française, britannique et italienne, une place fut éventuellement réservée à la Géorgie au sein de la Commission instituée par l'article 12, et les Cabinets de Londres, Rome et Paris refusèrent au délégué de l'U.R.S.S. le droit d'engager la Géorgie par sa signature.

\*\*\*

Et la Société des Nations ?

A plusieurs reprises elle vota des résolutions marquant son désir de

régler « par des moyens pacifiques et conformes aux règles du droit international » la situation de la Géorgie et de hâter son retour « à une situation normale ». Elle ne put faire que des Etats qui avaient pourtant reconnu de *jure* la Géorgie n'aient reconnu d'autre part l'U.R.S.S.; leurs interventions pacifiques — s'il y en eut — ne modifièrent pas en quoi que ce fût le régime auquel est soumise la Géorgie. La sympathie manifestée à ce pays par MM. Mac Donald, Poincaré, Herriot et tant d'autres hommes d'Etat n'a pas encore réussi à convaincre l'U.R.S.S. de la nécessité d'assurer le respect du traité du 7 mai 1920.

La Conférence pour la limitation des armements sera, cependant, certainement curieuse de savoir si la circulaire lancée le 2 février 1932 par le Conseil central des Syndicats et le Secrétariat de l'Ossoaviakhim a été rapportée. D'après le *Troud*, de Moscou, cette circulaire enjoignait aux sociétés militaires des républiques soviétiques « d'assurer l'instruction militaire des membres des syndicats » et de prélever « des crédits pour la propagande de guerre et l'enseignement du tir ». Or, à Genève, M. Litvinov préconisait à la même époque le désarmement total...

Aujourd'hui, la Société des Nations ne peut plus éluder l'équivoque. Elle doit déterminer quels sont les Etats dont les actes confirment les paroles et ne pas laisser sombrer un peuple désarmé qui ne veut pas mourir.

Edouard CHAPUISAT,

Directeur du Journal de Genève,  
Président du Grand Conseil.

Prométhée  
n° 67 Juin 1932

---

## STALINE

---

Staline retient en ce moment l'attention du monde. Il est sans conteste l'une des grandes figures de l'Histoire.

Berlin cherche son amitié, Rome échange avec lui des sourires, Londres le redoute, Paris s'inquiète et Washington suit avec anxiété les oscillations politiques provoquées par cette étrange personnalité qui, de la modeste chambre qu'il occupe au Kremlin, exerce une pression formidable sur le monde. Quel homme !... Mais qui est-il ? D'où vient-il ? et comment a-t-il pu, en marchant sur les vagues d'une révolution, la plus orageuse que le monde ait jamais connue, arriver au faite du pouvoir pour dominer une sixième partie de la terre ?

\*  
\*  
\*

« Ce n'est pas par un simple effet de hasard que la direction suprême de l'Union Soviétique se trouve entre les mains d'un Géorgien », dit M. Swiatopolk-Mirski, publiciste russe, qu'on ne peut soupçonner d'un excès d'amour pour la Géorgie. « Entre toutes les nations soviétiques,

continue-t-il, après la Russie, c'est la Géorgie qui est la mieux préparée à jouer un rôle souverain et directeur. Dans l'ancien Empire russe, seules la Pologne et la Finlande furent politiquement plus actives et plus fortes en tant que nationalités que la Géorgie. La Géorgie possède une individualité historique, géographique, culturelle et politique, beaucoup plus solide, beaucoup plus perfectionnée que n'importe quelle autre nation de l'Union soviétique. Son histoire lui est propre, son originalité incontestable. Le passé de la Géorgie n'est en rien comparable au passé de n'importe quel autre peuple de l'ancien Empire, exception faite de la Pologne. De plusieurs points de vue, la Géorgie est un pays beaucoup plus « européen » ou tout au moins « européanisant » que la Russie. Au point de vue topographique et climatérique, c'est une « petite Europe » au delà de la Mer Noire. Ses liens géographiques avec le monde méditerranéen sont directs et anciens. » Cette petite caractéristique suffit, nous semble-t-il, pour avoir une idée du pays où naquit Staline.

Son père, un certain Djougachvili, était originaire de Ratcha, province de la Géorgie, située au Nord de Koutaïs, sur le versant Sud de la grande chaîne du Caucase. La province est montagneuse, pleine de rocs granitiques. La terre susceptible d'être cultivée y est rare et la population est toujours aux prises avec une nature peu clémente pour lui arracher au prix d'un dur et continuel labeur de maigres moyens de subsistance. Les habitants ont des mœurs patriarcales; ils sont aussi purs et aussi frais de sentiment que les sources qui jaillissent directement de l'épaisseur du roc. Ils sont tous bien bâtis, bien musclés; leur visage est beau, leur regard franc. Les forgerons et les scieurs de Ratcha sont connus dans toute la Géorgie.

Djougachvili père quitta son pays alors qu'il était encore jeune; il le quitta pour s'en aller chercher ailleurs du travail; après de nombreuses tribulations, il se fixa à Tiflis comme cordonnier.

Si le père de Mussolini était forgeron, pourquoi le père de Staline ne serait pas cordonnier? Mais la ressemblance ne va pas plus loin. Le père du dictateur italien était, paraît-il, un homme assez cultivé: il prenait part à la vie politique de son pays et avait eu souvent des démêlés avec la police en raison de ses convictions politiques. Quelles furent les convictions politiques de Djougachvili père? Nous n'en savons rien. Très probablement il n'en avait aucune. Il préférait rester tranquille, courbé sur son travail de ressemelage de chaussures et gagner ainsi son pain. Sa femme, une brave paysanne géorgienne, s'occupait de blanchissage et apportait gaiement son tribut au ménage qu'elle égayait, dit-on, avec son caractère jovial et insouciant.

Cette femme vit encore. Elle est installée maintenant dans l'ancien palais des vice-rois du Caucase, à Tiflis. Les portraits des empereurs et des généraux russes dont le palais était jadis orné, sont bannis maintenant de cet édifice; ils ont été remplacés par ceux des héros de la révolution, parmi lesquels un superbe portrait de Staline qui lui, occupe la première place. On dit que l'honorable Mme Djougachvili ne peut passer devant ce portrait sans s'arrêter et sans dire d'une voix attendrie, les yeux fixés sur l'image de son fils:

— Regarde! Comme il ressemble à Jésus-Christ! On dirait son frère, n'est-ce pas?

La pauvre blanchisseuse qui n'osait autrefois passer sans quelque frayeur et sans un serrement de cœur devant ce palais, se voit maintenant,

ainsi qu'une princesse de Shéhérazade, transférée dans ce même palais et entourée d'égarés. Cela aurait-il été possible sans une intervention divine ? Tout ce changement féérique n'est évidemment qu'un miracle de Jésus-Christ dont l'image se serait matérialisée dans les traits de son fils. Pauvre femme ! elle ne soupçonne pas que c'est justement son fils qui a déclaré une guerre acharnée à Jésus-Christ.

\* \* \*

Quelle fut l'éducation première de Staline, on ne saurait le dire. Ce que l'on sait, c'est qu'il fit ses études au séminaire de Tiflis où il était considéré comme un élève des plus capables. Il faut dire que ce séminaire a joué un rôle considérable dans le réveil national de la Géorgie. C'est là que le sentiment patriotique fut particulièrement cultivé et c'est là aussi que les idées révolutionnaires et internationales trouvèrent un écho dans les cœurs de la jeunesse géorgienne. La cause en est la politique dominatrice et spoliatrice de la Russie. Un exemple suffit pour en avoir une idée.

En 1905, un Congrès du clergé géorgien eut lieu dans la salle de ce fameux séminaire. Il avait à discuter quelques questions purement ecclésiastiques, entre autres celle concernant le rétablissement, conformément aux lois canoniques, de l'autocéphalie de l'Eglise géorgienne. Le Congrès était à peine ouvert qu'un escadron de cosaques apparut, traversa la ville au galop et attaqua le bâtiment du séminaire. Sur un ordre du capitaine, une douzaine de cosaques sautèrent de cheval et firent irruption dans la salle des séances. Une scène horrible se déroula : les congressistes furent bousculés et frappés impitoyablement. Des coups de matraque furent distribués à gauche et à droite, accompagnés d'exclamations rageuses : « La voilà, la loi canonique ! » La réunion fut vite dispersée et les vénérables pères, la tête fendue et la soutane déchirée, durent chercher le salut dans une fuite éperdue.

Telle fut l'attitude prise par le gouvernement russe vis-à-vis de la liberté de conscience. On peut juger par là quelle fut sa politique dans les autres domaines de la vie nationale et sociale de la Géorgie.

Voilà donc l'atmosphère dans laquelle vécut et grandit Staline.

\* \* \*

Staline est naturellement bien connu dans l'émigration géorgienne où il compte de nombreux « amis ». Voici, du reste, ce que m'a raconté la princesse Abkhazi, réfugiée à Paris depuis la chute de la Géorgie :

— Oui, j'ai connu Staline, m'a-t-elle dit, ou plutôt je l'ai rencontré une fois dans des conditions assez curieuses. Cela se passait en 1905, chez Mme Ervieu, une française qui tenait, rue Freiline, à Tiflis, une maison de couture. En traversant le petit corridor je jetai un coup d'œil dans la pièce où travaillaient une dizaine de jeunes modistes et je fus surprise de voir parmi ces jeunes filles un jeune homme de taille moyenne, au visage régulier, aux cheveux noirs et touffus, et très correctement vêtu. Il se tenait debout devant Mlle Svanidzé, une charmante jeune fille que

je connaissais bien. Je pressai le pas pour entrer dans un petit salon où je devais essayer ma robe. J'entendis aussitôt un vacarme qui montait de la rue. Je me précipitai à la fenêtre : la rue était envahie par un escadron de gendarmes et la maison cernée. Au même instant, la porte du petit salon dans lequel je me trouvais, s'ouvrit en coup de vent et le jeune homme que j'avais aperçu parmi les modistes fit irruption dans le salon, jetant un regard inquiet sur moi, puis il se précipita vers la fenêtre qu'il ouvrit vite et, de là, avec une agilité qu'aurait enviée Douglas Fairbanks lui-même, il fit un bond prodigieux et se trouva d'un seul coup sur le toit de la maison voisine, occupée par l'Etat-Major de l'Armée du Caucase. Un instant je vis se profiler sa silhouette sur le ciel bleu et aussitôt après je le perdus de vue.

L'histoire ne tarda pas à s'éclaircir. Staline, qu'on appelait alors Zozo, était déjà connu comme un agitateur dangereux, recherché et traqué par la police, mais il se cachait bien et restait insaisissable. La police avait enfin appris, on ne sait comment, qu'il n'était pas insensible aux charmes de Mlle Svanidzé et dès lors, c'est elle qui avait été soumise à une étroite surveillance.

Surprise par le bruit, je m'approchai de la porte du salon et je tendis l'oreille :

— Mais Zozo ? où est-il ? criait la voix enrouée d'un gendarme.

— Mais je n'en sais rien, miaulait la pauvre Svanidzé, les larmes aux yeux.

La maison fut fouillée au grand désespoir de Mme Ervieu, mais on ne trouva rien. Questionnées, les jeunes filles furent unanimes pour déclarer qu'aucun jeune homme n'était venu et ne pouvait entrer dans l'atelier de modistes. Mlle Svanidzé n'en fut pas moins mise en état d'arrestation et la fiancée de Staline, qu'il épousa effectivement plus tard, allait être jetée en prison. On vint donc fouiller le petit salon où je me trouvais et je dus subir à mon tour un interrogatoire très serré. Quand on sut que j'étais la femme du prince Abkhazi, officier d'artillerie bien connu, on m'écouta avec confiance. Le visage contrit de la fiancée de Staline m'avait profondément émue et... je mentis. « Non, déclarai-je, il n'y avait personne ici. » Et Mlle Svanidzé fut mise en liberté.

Je venais de rendre un grand service à M. Staline et je dois dire que j'en fus récompensée plus tard : par son ordre, en effet, mon mari fut fusillé...

Effectivement, le prince Constantin Abkhazi, Maréchal de la Noblesse géorgienne, fut fusillé en 1923, lors de la première tentative d'insurrection en Géorgie.

\*  
\*\*

Au début d'une carrière si mouvementée, le jeune Zozo faisait partie d'une organisation révolutionnaire qu'on appelait « Section géorgienne du parti social-démocrate russe ». Ambitieux et autoritaire, il voulait jouer un rôle de premier plan et sur ce terrain, il était toujours en conflit avec les autres leaders du parti. Dédaigneux de toute discipline et peu scrupuleux dans le choix des moyens de lutte contre ses rivaux, il fut finalement exclu du parti et obligé d'abandonner la Géorgie. Il quitta donc le pays

natal et alla se fixer à Bakou, ville industrielle dont la grande agglomération ouvrière lui offrait un terrain plus large pour son activité révolutionnaire. C'est là qu'il prit pour la première fois le nom significatif de Staline. *Stal* veut dire : *acier* en russe, Il devait signifier dans l'esprit de son titulaire « l'homme au cœur froid et à la volonté inflexible ». Staline l'est en effet. Toute sa vie n'est qu'une lutte continuelle contre toutes les forces sociales et nationales qu'il croit, à tort ou à raison, être la cause de la misère humaine. Il lutte et marche droit vers la réalisation de son idéal sans se soucier ni de sa vie ni de celle des autres. Il continue son rude travail avec ténacité et sang-froid, en vrai *Ratchveli* (paysan de Ratcha), toujours aux prises avec ces mêmes forces de la nature dans le chaos des montagnes. Ses ancêtres n'avaient-ils pas lutté, au cours des siècles, avec la même ténacité, contre les torrents, les ravins et les rocs ? Torrents et ravins étaient innombrables dans la réalité de la vie politique de l'ancienne Russie. Le régime tsariste n'était-il pas un énorme bloc de pierre qu'il fallait déplacer ou faire sauter à l'aide de bombes afin d'ouvrir une large voie à des millions d'êtres humains écrasés sous son poids ?

Staline se consacra à cette œuvre gigantesque à laquelle incontestablement il donna la mesure de son génie.

La première bombe fut lancée en 1906, en plein jour, au milieu d'une des rues les plus animées de Tiflis. Ce fut une attaque directe et la plus retentissante contre l'Etat et le régime. On transportait de la trésorerie locale à la Banque d'Etat une somme considérable sur un chariot escorté de soldats. Le hasard voulut, m'a dit encore la princesse Abkhazi, que je fus le témoin de cet attentat. Je me trouvais chez la princesse Soumbatatchvili lorsqu'une terrible détonation ébranla la maison et fit voler les vitres en éclats. Le premier moment de désarroi passé, je me précipitai à la fenêtre et je vis une scène horrible : quelques soldats déchiquetés gisaient dans la rue au milieu des débris du chariot réduit en miettes. Une fumée épaisse enveloppait encore la place et la foule de promeneurs fuyait éperdûment dans toutes les directions. La police arriva, mais il ne lui restait qu'à constater les dégâts et le forfait accompli. Les voleurs avaient disparu ainsi que l'argent.

L'attentat de Tiflis était l'œuvre de Staline. C'est lui qui avait organisé le coup, élaboré le plan, mobilisé ses partisans pour son exécution. Quinze jours plus tard, un million de roubles, destinés à alimenter et à raviver le mouvement révolutionnaire en Russie, était remis à Lénine, qui vivait alors en Suisse.

L'exploit eut une double conséquence : M. Litvinov, tout d'abord, fut mis sous les verrous à Paris et Staline se vit confier par Lénine l'organisation et la direction du parti communiste en Russie.

(A suivre.)

G. G.



## En Azerbaïdjan

L'alarme est de nouveau donnée en Azerbaïdjan.

Le parti communiste azerbaïdjanien est à la veille d'un nouvel effondrement, lequel précède sa décomposition idéologique et morale.

L'un des secrétaires du Comité central du parti communiste d'Azerbaïdjan, M. Mamedov, a caractérisé de la façon suivante cette décomposition dans son rapport présenté au deuxième plenum du Comité central et à la Commission centrale de contrôle du parti communiste d'Azerbaïdjan, le 3 avril 1932 (*Bakinski Rabotchi*, 12-4-32).

« Il faut souligner l'erreur que commettent ceux qui croient que la lutte menée par notre parti contre les opportunistes de droite et de gauche, la contre-révolution trotskiste, lutte au sein des organisations du parti d'Azerbaïdjan contre les groupements isolés, les atamans, n'est qu'une lutte dans le domaine de la construction socialiste, c'est-à-dire une lutte contre la collectivisation, le plan du naphte et du coton... Cette lutte est en même temps profondément une lutte de principe théorique. »

Le secrétaire du parti communiste souligne que les groupes d'opposition accusent le Comité central du parti communiste d'Azerbaïdjan de faire une politique de grande-puissance en Azerbaïdjan. Ils déclarent que l'on ne saurait parler de culture de minorités nationales arriérées en Azerbaïdjan, attendu que ces minorités se sont depuis longtemps assimilées parmi les Turcs, qu'elles ont pris leur langue, leurs usages, leurs particularités nationales, etc...

Pour bien comprendre en quoi consiste cette opposition, il faut lire l'article de ce même M. Mamedov, écrit à l'occasion du XIV<sup>e</sup> anniversaire de la « révolution » d'octobre, paru dans les journaux de Bakou (*Bakinski Rabotchi*, n<sup>o</sup> 262 et *Kommunist turk*, n<sup>o</sup> 260). L'auteur s'enorgueillit du fait que, grâce à la politique nationale léniniste suivie en Azerbaïdjan, au lieu d'une langue unique turque, il en a été créé une quinzaine, à savoir : les langues turk-azeri, arménienne, russe, persane, allemande, des Juifs d'Europe, des Juifs d'Azerbaïdjan, lettonne, bessarabienne, grecque, géorgienne, kurde, taliche, oudine, lezghi; pour chacune de ces langues, un alphabet spécial a été créé. Les statistiques soviétiques s'efforcent de prouver qu'en dehors des Turcs, les autres nationalités constituent les 49 % de la population, dont 13 % de Russes et 20 % d'Arméniens, le reste a été séparé artificiellement du corps azerbaïdjanien. C'est ainsi que l'Azerbaïdjan n'a jamais compté de Kurdes, de Persans, de Taliches, d'Oudines, etc...

L'Annuaire du Caucase pour l'année 1917 basé en ce qui concerne les statistiques sur le dénombrement général russe de 1897 avec les augmentations annuelles successives montre que la population russe s'élevait à 7,5 %, les Arméniens constituaient les 21,7 %, les Juifs azerbaïdjanien et européens, 0,97 %, les Géorgiens 0,54 %, les autres nationalités 1,02 %, ce qui en tout constitue les 31,73 % de l'ensemble de la population.

La population autochtone (68,27 %) est musulmane et turque-azérie par la langue, les usages et coutumes, la culture, etc... Le pourcentage de

cette population s'est accrue après la proclamation de l'indépendance en 1918 au compte des Russes, du fait que les soldats, les fonctionnaires, etc... quittèrent le pays. La langue azerbaïdjanienne n'est pas seulement une langue propre au seul Azerbaïdjan, c'est aussi une langue internationale au Caucase, attendu qu'elle est utilisée au Daghestan aussi bien qu'en Transcaucasie par les Arméniens, les Molokanes, etc.

Dans le but d'en finir avec l'hégémonie de la langue azerbaïdjanienne qui unit les tribus turkes et mumulmanes, Moscou a décidé de morceler l'Azerbaïdjan. Moscou a créé pour ainsi dire une langue spéciale pour chaque village, un alphabet particulier, etc... Les Oudines, par exemple, ne comptent que deux villages. Les Juifs azerbaïdjanais ne sont pas plus de 13.000, les Taliches, 50.000 et certaines nationalités, pas plus de 2.000...

Après avoir ainsi divisé ces peuples et avoir « ressuscité des peuples historiques », Moscou a décidé de les unir par la langue russe, désignée sous le nom de « langue d'octobre ». La langue russe a été déclarée obligatoire dans toutes les écoles, depuis les écoles primaires. Ce morcellement, cette politique de russification de Moscou a soulevé une forte opposition et a suscité de vifs ressentiments parmi les communistes même. Ainsi qu'on peut le voir par le rapport de M. Mamedov, lesdits communistes accusent le Comité central du parti communiste d'Azerbaïdjan de faire une politique de grande-puissance et grand-rusienne.

Et dès lors, la question suivante se pose : Pourquoi la masse communiste azerbaïdjanienne accuse-t-elle son Comité central non pas de trahison envers son pays et sa nationalisation, mais de faire une politique de russification et de grande puissance ?

Tout simplement parce que le parti communiste d'Azerbaïdjan a toujours été manœuvré par des Russes, nommés par Moscou. A la tête du parti, l'on a toujours vu des Russes : Kirov, Guikalo, Polonski. Ce parti n'a jamais eu un Turk à sa tête, pas plus qu'un président, qu'un secrétaire turk. Actuellement, le chef du parti communiste d'Azerbaïdjan est Polonski.

M. Mamedov explique le renforcement de l'opposition du fait de la croissance de l'organisation du parti. Dans le parti communiste d'Azerbaïdjan, le pourcentage des ouvriers par rapport à l'année 1930 est tombé de 68,5 % à 36,5 % ; dans les campagnes le pourcentage des ouvriers est de 44 %. Le parti augmente au détriment des paysans qui, d'après le rapporteur, n'ont pu jusqu'à présent se libérer des tendances bourgeoises et individuelles. Mais, ces ouvriers qui s'inscrivent dans le parti viennent en majorité de la campagne et ils apportent de ce fait, avec eux, des conceptions petites-bourgeoises.

En présence de ce danger, Moscou tient plus fortement encore dans ses mains le Comité central du parti et il se défend par des mesures répressives. Cette tactique accentue davantage l'indignation et la haine des masses communistes, dont les tendances sont loin d'être celles que Moscou désirerait voir.

Il est difficile de prévoir ce qui résultera de cette tension, mais il semble bien qu'on marche à grands pas vers un effondrement du parti communiste d'Azerbaïdjan, pareil à celui de 1928-1929.

Organisé seulement au cours de la période de la NEP dans une société telle que celle de l'Azerbaïdjan, où le prolétariat fait défaut et où les petits propriétaires-paysans forment les 76 % de la population, le parti commu-

niste d'Azerbaïdjan ne s'appuyait à l'époque que sur le monde paysan. Avec le retour en arrière de la NEP et la marche en avant socialiste la masse paysanne prit l'offensive et se saisit de tout l'appareil du parti en Azerbaïdjan. Moscou sonna l'alarme. Le chef du parti communiste d'Azerbaïdjan, Léon Mirzoïan, se mit à crier à tue-tête : « Le Bakou prolétarien est entouré de paysans azerbaïdjanais aux tendances nationalistes. Ils marchent sur Bakou... »

De fait, les paysans azerbaïdjanais prenaient l'offensive; ils la prenaient sur tout le front culturel-national, politico-économique. Les chefs de ce mouvement criaient ouvertement du haut de la tribune du parti communiste :

A bas Moscou !...

Moscou dut par décret spécial dissoudre toute l'organisation en Azerbaïdjan. Les arrestations commencèrent, suivies d'expulsions; puis, vinrent les épurations, le dosage, etc...

Toutes les personnalités marquantes du parti communiste avec Staline en tête se mirent à déplorer cette tragédie et le krach du communisme aux portes du Proche-Orient.

Cette histoire se répète en ce moment.

Ce nouveau branle-bas est un signal qui annonce le début du complet effondrement du communisme et de la politique grande-russienne de colonisation en Azerbaïdjan.

Un pays de liberté ne souffre pas la servitude.

M. E. MEHMED-ZADÉ.

---

## L'organisation politique de l'Ukraine en 1917 et le démembrement de l'Empire Russe

---

*Une page de mes souvenirs personnels (1)*

Dès le commencement du mois de mars 1917, le Comité central des Progressistes ukrainiens (T.U.P.) eut l'idée de créer à Kiev un organe qui serait le centre national de l'Ukraine. Partout en Ukraine des conseils (« Rada ») nationaux avaient été constitués. Il manquait un organe qui les aurait tous unis. C'est dans le but de constituer cette union que le Comité général des Progressistes groupa des représentants de toutes les organisations ukrainiennes politiques, économiques et autres. Ainsi fut formé le noyau de la *Rada centrale* dont on donna la présidence au Professeur Hrouchevsky dès le retour de celui-ci à Kiev (2).

Bien qu'à la fin du mois de mars, nombreux aient été les Comités dispersés à travers toute l'Ukraine ayant déjà reconnu l'autorité de la

---

(1) Voir *Prométhée*, n° 61.

(2) Il fut déporté par les autorités tzaristes pendant la guerre vers le Nord.

*Rada Centrale*, son but n'était pas atteint : il fallait lui conférer une autorité véritable. A cette fin, un *Congrès National* se réunit à Kiev du 5 au 8 avril 1917.

Le principe était celui-ci : chaque organisation politique, économique ou sociale avait le droit, à condition qu'elle reconnût les revendications nationales de l'Ukraine (son autonomie politique avant tout), d'envoyer son représentant. D'autre part, chaque commune de pays qui se ralliait à ce principe avait également le droit d'être représentée.

Les préparatifs de ce Congrès se sont faits avec une rapidité qu'on ne connaît qu'au cours des révolutions et sa réunion à Kiev donna lieu à une grande fête nationale.

Le 5 avril, jour de l'ouverture, les délégués commencèrent, bien avant l'heure, à remplir la salle toute décorée de nos drapeaux nationaux, de fleurs et de guirlandes. L'émotion était grande, l'atmosphère nerveuse et solennelle. Enfin, Hrouchevsky (nommé président d'honneur) monta à la tribune et proclama dans une allocution aussi brève qu'énergique l'ouverture du Congrès. Plusieurs discours furent prononcés. Le premier par Dmitro Dorochenko, homme de lettres, historien et patriote bien connu qui fit avec beaucoup d'éloquence l'histoire des revendications ukrainiennes. Puis par Matouchevsky, hélas mort depuis, Sadovsky, etc.

A mon tour, je dus prendre la parole à propos de l'organisation politique de l'Ukraine et de ses rapports avec la Russie. Malgré la gravité des circonstances, j'avais eu la témérité de ne pas écrire mon discours et de ne prendre avec moi que quelques notes indispensables. Cette imprudence me favorisa. Contrairement à ce que nous avions supposé, l'assistance au lieu d'une majorité d'intellectuels comportait une majorité de paysans, d'hommes du peuple que les communes et des coopératives de tous côtés de l'Ukraine avaient envoyés : 1.500 délégués participèrent à ce Congrès qui obtint ainsi un très grand succès. Nous eûmes là la preuve du sentiment patriotique des masses populaires ukrainiennes. Libre de tout texte, je pus facilement modifier mon discours, le rendre plus accessible à mon auditoire.

Le Congrès poursuivit ses travaux, admettant des résolutions importantes et surtout de nouvelles bases à la Rada Centrale. Elle fut constituée d'après les mêmes principes que le Congrès national : dans la capitale de chaque gouvernement de l'Ukraine on forma des Congrès locaux où l'on devait élire les représentants définitifs à la Rada Centrale.

La Rada Centrale devint bientôt une organisation très vaste qui ne pouvait pas se réunir constamment. A Kiev siégeait en permanence le Comité de la Rada, — « la Petite Rada » et la Rada Centrale véritable ne se réunissait qu'une fois par mois pendant quelques jours.

Vers le mois de mai, on convoqua de tout l'empire à Pétrograd des représentants des soviets locaux de soldats, de paysans et d'ouvriers. Ces congrès soviétiques se réunissaient l'un après l'autre. Les délégués ukrainiens de ces trois groupes furent également invités. Mais, pour mieux marquer leur patriotisme, les partis ukrainiens de gauche, de leur côté, réunirent, à Kiev, les représentants des paysans de toute l'Ukraine, ainsi que ceux des ouvriers et des soldats. Chaque commune paysanne sans distinction avait le droit d'envoyer son délégué. Ainsi, vers la fin du mois de mai, près de 2.000 communes de l'Ukraine furent représentées. Ce congrès formula les revendications ukrainiennes d'une façon encore plus absolue que le congrès national du 8 avril. Et, de semaine en semaine, de mois en mois, l'atmosphère patriotique devenait de plus en plus ardente en Ukraine.



Plus tard eut lieu le congrès des ouvriers de toute l'Ukraine et enfin, au cours des mois de mai et juin, on convoqua deux congrès de délégués des soldats dispersés sur tous les fronts et dans diverses garnisons. Près de trois millions de militaires furent ainsi représentés. Nous parlerons encore de leurs revendications particulières, mais nous devons signaler dès maintenant que ces congrès furent avant tout nationalistes et que leurs projets révolutionnaires furent si ardents que les dirigeants, surtout Simon Petlura, dont l'autorité était déjà grande, durent faire beaucoup d'effort pour apaiser ce patriotisme débordant.

*Tous ces congrès, celui des paysans comme ceux des ouvriers et des soldats de l'Ukraine déléguèrent un assez grand nombre de leurs représentants à la Rada centrale augmentant d'autant son autorité et l'orientant de plus en plus à gauche.*

Mais jusqu'alors, seuls les Ukrainiens avaient participé à la Rada centrale. Il faut dire qu'en Ukraine, il existe également des minorités : Russes, Israélites, Polonais et encore quelques sujets d'autres nationalités (colons allemands, tchèques, grecs, etc...), mais dont le nombre est insignifiant en regard de la population autochtone. Ces minorités composaient 20 % de la population de l'Ukraine. Elles furent dispersées dans le pays, ce qui diminua considérablement leur importance, mais il ne faut pas oublier qu'elles habitaient en très grande majorité les villes et que toutes les classes supérieures, toute la bourgeoisie et la grande masse des « pomiechtchik » (1) appartenaient à l'une des minorités nationales, ou tout au moins se considéraient comme leur appartenant (nous faisons surtout allusion aux Ukrainiens russifiés ou polonisés).

L'importance de ces minorités était donc loin d'être nulle. Elles se considéraient elles-mêmes comme les vrais maîtres du pays. Il va sans dire que les Russes étaient protégés par le gouvernement tzariste : tous les « tchinovniks » (2) étaient ou se disaient Russes. D'autre part, les intellectuels russes appartenant aux professions libérales, et ayant des convictions parfois révolutionnaires et socialistes détestaient ces « tchinovniks », mais ils profitaient néanmoins des privilèges accordés à leur langue et à leur culture nationale par ces agents du tzarisme.

Quoique persécutés par le gouvernement du tzar, les Polonais et les Israélites avaient aussi des privilèges au moins sociaux : les grands propriétaires fonciers de toute la rive droite du Dnieper (qui coupe le pays en deux) étaient, soit des Polonais, soit des Ukrainiens polonisés et toute la finance et presque tout le commerce et l'industrie (qui n'étaient pas entre les mains des étrangers) appartenaient aux Israélites.

Ainsi le mouvement patriotique ukrainien prit-il en même temps un caractère social, dirigé contre ces minorités dominantes. Il y eut, d'autre part, une rivalité entre la campagne ukrainienne et les villes, surtout les grandes villes (comme Odessa, Kiev, Kharkiv) où dominaient les minorités. Les bourgeois israélites n'étaient évidemment pas tous riches : à côté des banquiers, on trouvait des milliers d'artisans pauvres. Mais ceux-ci avaient également des intérêts spéciaux (ils allaient bientôt soutenir franchement les bolcheviks) très différents de ceux des paysans ukrainiens. On voit combien le mouvement patriotique en Ukraine se compliquait de graves

(1) Châtelains.

(2) Fonctionnaires dans différentes institutions d'Etat.

problèmes d'ordre social et national. Et c'est ce qui explique la nécessité du paragraphe XX que les dirigeants de la politique ukrainienne ajoutèrent dès le début de la révolution à leur résolution politique. « ... Tout en garantissant aux minorités les droits qui les concernent ».

C'est aussi pourquoi, au cours du congrès national du 8 avril, un des discours officiels fut consacré aux minorités et que plus tard, au moment où j'étais ministre des Nationalités, un statut spécial de « l'autonomie personnelle » fut élaboré en Ukraine pour les minorités.

Les Polonais — surtout le parti démocratique — se réconcilièrent très vite avec le mouvement patriotique en Ukraine qu'ils appuyèrent toujours. Les Israélites étaient divisés : un certain nombre d'entre eux se considérait comme russe et jouait un rôle prépondérant dans les partis russes, notamment chez les « Ka-de » (parti de M. Milioukov) et dans tous les clans socialistes. Ils se montraient particulièrement intransigeants à l'égard du mouvement ukrainien. Mais la majorité des Israélites soutenait le parti *sioniste* qui entretenait les meilleures relations avec les Ukrainiens. Quant au reste, il se partageait entre différents partis israélites qui soutenaient plus ou moins les Ukrainiens. Les plus difficiles étaient certainement les Russes. Dès que la révolution fut connue à Kiev, ils y organisèrent, comme ailleurs, un comité politique auquel prirent part les Polonais, les Israélites et les partis ukrainiens eux-mêmes. Les démocrates et les socialistes russes vivant en Ukraine se considéraient, en mars 1917, comme les maîtres de la situation. Ils étaient d'ailleurs toujours plus ou moins en relations avec les hommes politiques ukrainiens. Avant la révolution, ils semblaient même parfois sympathiser avec eux, mais ils jugeaient, en réalité, le mouvement patriotique ukrainien insignifiant. A Kiev, ils se considéraient comme « chez eux ». Il est difficile de faire croire jusqu'à quel point ces Russes de l'Ukraine, ces habitants des grandes villes, ignoraient ce qui se passait dans le pays, quel progrès encore sourd mais déjà puissant accomplissait le mouvement patriotique à travers toute l'Ukraine. Quand, en mars 1917, la vérité éclata, ils en furent aussi stupéfaits qu'indignés. Partout où se rencontraient des Ukrainiens et des Russes des discussions très violentes s'engageaient et lorsqu'ils se trouvaient à bout d'arguments, la menace de faire agir les baïonnettes russes intervenait infailliblement.

Ce fut une lutte incessante entre ceux qui se croyaient enfin les maîtres (les agents tzaristes n'existaient plus) et ceux qui le devinrent véritablement. La popularité de la Rada centrale augmentait de jour en jour dans le pays. Elle avait déjà pris une telle importance en juin 1917 que le Comité révolutionnaire de Kiev (où les Russes dominèrent) commença les pourparlers avec elle. Bien mieux, les Russes (de même que les Israélites et les Polonais) insistèrent pour obtenir des sièges dans cette institution qu'ils haïssaient profondément. Ils allèrent jusqu'à solliciter l'appui du Gouvernement provisoire lui-même qui — nous le verrons — le leur accorda.

De leur côté, les Ukrainiens ne demandaient pas mieux que de se réconcilier avec les minorités : au commencement de juillet, les Russes, les Israélites et les Polonais obtinrent 25 % des sièges, bien que n'ayant effectivement droit qu'à 20 %. Ce fut une très grande victoire de la Rada centrale et du mouvement patriotique en Ukraine.

La Rada centrale étant définitivement formée, il ne restait qu'à établir les actes les plus importants pour l'Ukraine. C'est pour cela qu'elle fut et demeure encore à l'heure actuelle, en 1931, la cause de tant d'après discussions. Les Russes contestent toujours son autorité, mais comment oublier



qu'ils ont pris part eux-mêmes à ses travaux et qu'ils ont fait, en juillet 1917, le geste de la réconciliation ? Leur Gouvernement, le Président du Conseil Kerenski lui-même viendra, nous le verrons, traiter avec la Rada.

Que représentait donc cette nouvelle institution ? Elle n'avait pas été constituée par des élections ordinaires démocratiques. Elle eut plutôt pour base une représentation corporative. Les monarchistes ukrainiens reprochent à la Rada centrale son orientation très à gauche. Il ne faut pas oublier qu'on travaille en pleine période révolutionnaire. Les gauches tout naturellement dominaient. Mais, gauche ou droite, chaque Chambre, chaque Parlement représente toujours les intérêts et *la volonté* du pays. La Rada centrale, si avancées que fussent ses réformes sociales, doit avoir, en ce qui concerne les problèmes nationaux, une autorité inébranlable et sacrée pour chaque Ukrainien.

D'ailleurs, on procéda à plusieurs élections générales en Ukraine, en 1917, élections universelles, égales, secrètes, directes et proportionnelles. En septembre 1917, l'Ukraine prit part aux élections à la Constituante de l'Empire et 75 % des députés qui furent élus en Ukraine appartenaient aux partis nationalistes ukrainiens. Plus tard, vers la fin de l'année, eurent lieu les élections à la Constituante ukrainienne — donnant un résultat encore plus frappant pour les partis politiques ukrainiens. D'ailleurs, ce furent les mêmes leaders ukrainiens siégeant à la Rada Centrale qui furent réélus par le peuple.

Malgré tous leurs efforts, les partis russes furent battus partout dans la campagne ukrainienne. Dans les villes, ils durent également entrer en lutte avec les partis ukrainiens et surtout avec les partis israélites et polonais : il ne leur restait pas beaucoup de place. Leur seule consolation jusqu'alors fut dans les élections municipales des grandes villes. Ainsi à Kiev, les Ukrainiens n'obtinrent que 25 % des sièges, le reste se répartissant entre les Russes, les Israélites et les Polonais. Mais, plus les villes étaient petites, plus la proportion augmentait en faveur des Ukrainiens.

C'est surtout les élections pour le Zemstvo qui furent significatives. Le Zemstvo (1), institution très importante et utile pour la vieille Russie, était basé sur les élections censitaires. Dès le début de la révolution, on les réorganisa sur des bases démocratiques. A ces élections du nouveau Zemstvo contribua toute la population de chaque district. Ce furent donc les patriotes ukrainiens qui y dominèrent d'une façon absolue, ayant plus de 80 % des voix. En 1918, Petlura devint Président du Zemstvo du Gouvernement de Kiev et Président de l'Union de tous les Zemstvo de l'Ukraine. Ainsi cette vaste institution eut les mêmes tendances nationalistes que la Rada centrale dont la popularité fut incontestable. D'ailleurs, en 1917, elle n'était plus contestée par personne. Et tout le monde reconnaissait que c'est à elle que revenait toute la confiance du peuple.

— « Pourquoi ne prenez-vous pas le pouvoir ? » nous disait-on. « Vous êtes les seuls capables d'arrêter la marche de l'anarchie venant du Nord. » C'était l'opinion de tous ceux que l'anarchie commençait d'inquiéter.

On pouvait constater également des événements analogues dans les différentes parties de l'Empire, peuplées par les nationalités allogènes, c'est-à-dire non russes. Les Finlandais, les Polonais, les Esthoniens, les Lettons, les

---

(1) Le Zemstvo organisait les écoles, les hôpitaux, les dépôts d'objets nécessaires aux paysans, surveillait les routes, etc...

Lithuaniens éprouvaient de leur côté les mêmes émotions patriotiques et préparaient fiévreusement l'organisation de leur pays. Il en était de même au Sud et à l'Est de l'Ukraine, chez tous les peuples du Caucase, au Turkestan, chez les Cosaques du Don, chez les Tartares, — partout on travaillait on s'enthousiasmait pour les mêmes idées patriotiques.

Ainsi se divisa l'ancien Empire russe : le noyau, la Russie, ou plutôt la Moscovie proprement dite, était en 1917 internationaliste et courait à l'anarchie et au joug bolcheviste. Ce sont donc les peuples non russes qui présentèrent à ce moment le seul élément d'ordre, sur lequel on pût compter.

Le Gouvernement provisoire allait-il en tirer profit ? Et lequel des deux éléments devait l'emporter ? L'internationalisme et le nationalisme vivaient côte à côte. Pas de frontière politique entre eux. Les deux éléments luttèrent avec acharnement. Et si l'ordre a pu triompher dans les pays du Nord et de l'Occident (Finlande, Pays Baltes, Pologne), l'Ukraine, le Caucase et le Turkestan furent finalement submergés par le soi-disant internationalisme, en vérité impérialisme de Moscou.

Mais, il ne faut pas oublier que l'histoire ne se termine point sur cet état de choses...

ALEXANDRE CHOULGUINE.

---

## RETOUR EN ARRIÈRE

---

Les voies et les moyens auxquels avait recours le pouvoir soviétique pour chercher de nouvelles bases économiques afin d'introduire le socialisme dans le pays n'ont pu se réaliser qu'en détruisant le bien-être du peuple et qu'en l'amenant à un degré de misère inconnu à ce jour : nous voulons parler de la collectivisation de l'économie rurale.

Ce changement radical, dans l'idée des initiateurs du mouvement devait inévitablement entraîner de profondes modifications dans tout ce qui constitue les bases de la vie économique, politique et d'Etat qui régissaient depuis des siècles les masses paysannes du Caucase aussi bien que de Russie.

Il convient toutefois de remarquer que les dirigeants communistes dans leur rêve de faire triompher le socialisme dans un pays déterminé ont senti avant tout la nécessité d'aller vite et par des mesures exceptionnellement violentes ils ont procédé aux opérations de collectivisation. Cette besogne a été accomplie, moins pour la solution d'un problème économique et social éminemment difficile que pour résoudre un problème d'ordre politique et financier qu'un retentissant échec dans le domaine de la « révolution mondiale » posait devant les autorités soviétiques.

Cependant, comme on pourra le voir ici même, non seulement la collectivisation n'a pas tant soit peu amélioré la situation économique des paysans et des ouvriers mais elle a conduit le pays au bord de l'abîme dont M. Staline s'efforce actuellement de se détourner en faisant un retour en arrière.



Au temps du communisme de guerre, les bolcheviks pillaient les campagnes, plus particulièrement les éléments aisés; ils s'emparaient de leur blé par voie de répartitions, interdisaient la vente sur les marchés, établissaient des détachements de surveillance dans le pays, suscitant des révoltes un peu partout, mais se gardaient bien de toucher *aux bases sur lesquelles reposait l'économie individuelle paysanne*.

Mais la politique de violence a été reconnue extrêmement dangereuse pour l'existence du pouvoir soviétique.

Lorsqu'en 1921, Lénine fit un brusque retour sur lui-même et que du communisme de guerre il passa à la *NEP*, il déclara ouvertement que l'ancienne politique était une erreur, que le pouvoir soviétique avait subi un échec dans ses expériences socialistes à la campagne et que le nouveau système était introduit « pour tout de bon et pour longtemps. »

Grâce à ces déclarations précises et à la conservation des formes fondamentales de l'économie paysanne individuelle, non seulement la campagne put se remettre, mais elle commença à nourrir la ville et l'armée, à soutenir l'industrie et le commerce, remplissant ainsi sa mission historique.

Ayant ainsi accepté les bienfaits économiques de cette révolution, le pouvoir s'empressa de légaliser le nouveau statut rural et juridique. En 1922 les terres que les paysans avaient obtenues en 1918 et qui leur avaient été confirmées par le Code agraire en 1922 ainsi que le droit sur les terres dont ils disposaient furent bien près de devenir héréditaires. En outre, le droit d'affermier les terres et celui de louer la main-d'œuvre fut admis dans certaines limites. En un mot les conditions étaient telles que non seulement la campagne avait la possibilité de vivre dans le cadre de la dictature, mais encore de développer l'économie individuelle.

Mais l'amélioration de la campagne et le développement de l'économie paysanne suscitèrent en même temps une contradiction flagrante entre le communisme ennemi de la propriété et les paysans dont la vie est entièrement basée sur l'économie individuelles. Et c'est ainsi qu'apparut cet inexorable fantôme de danger politique pour la dictature à l'avenir du côté des paysans organisés, danger qui menaçait de mettre fin à la dictature du parti et de ses « chefs ».

Nous savons qu'en raison des divergences au sein du parti, le problème de la campagne et les rapports ultérieurs entre le pouvoir soviétique et l'économie paysanne sont devenus très tendus à partir de 1927. Après certains flottements, le groupe Staline a pris le dessus, escomptant que pour sauver les Soviets et la dictature du parti il était nécessaire de déclencher une nouvelle révolution au plus profond des campagnes, de détruire les économies individuelles et de les remplacer par des *sovkhoz*, par des *kolkhoz* dont la direction se trouverait dans les mains toutes puissantes de l'Etat. Mais après avoir pris cette décision de principe, certains d'entre eux parmi les plus modérés, les plus prudents pensèrent qu'il convenait de ne pas aller trop vite et qu'il fallait parallèlement avec la collectivisation, conserver les économies individuelles.

Pendant selon une méthode, propre au bolchevisme, l'ignorance de toutes les bases à la fois juridiques et logiques, la collectivisation progressive fut reconnue inacceptable. Ces données historiques sont relatées ici afin de mieux comprendre, de mieux discerner toute l'incohérence économique des bolcheviks dont ils essaient de retarder l'inévitable catastrophe.

Quelles sont les limites et la signification de cette révolution ?

Il faut remarquer avant tout, que la politique générale des kolkhoz et de la « dékoulakisation » n'a pas été répudiée et que, par conséquent, elle se poursuivra. Cette seule tendance de poursuivre ces essais rend inutile les tentatives faites par Staline de fixer leur processus dans des limites raisonnables, car il est bien entendu que le système de folie qui préside à ce processus aboutit à un résultat logique. La « dékoulakisation » par une voie juridique est impossible et la collectivisation volontaire est une utopie, un rêve...

Le retour à une économie individuelle, en admettant même que tel fut le plan de Staline, est en ce moment presque impossible du fait même qu'une dizaine de millions d'économies paysannes ont été ruinées, que les propriétés ont été mélangées, que le bétail a été détruit et que par dessus tout, le stimulant si nécessaire à toute économie individuelle a été profondément sapé. Les kolkhoz qui ont été maintenant créées se développeront dans le sens des anciens sovkhos du temps du communisme de guerre transformés en misérables bases d'alimentation. Et ce ne sont pas les décrets et directives venus de Moscou, ordonnant aux chefs des kolkhoz de montrer aux paysans la manière de labourer la terre et comment il faut s'y prendre pour semer qui arrêteront la marche de ce processus de ruine.

Le parti communiste hésite à dire que la révolution kolkhozienne a échoué, il affirme au contraire, qu'elle se poursuit. Ces affirmations compliquent davantage la situation et font perdre toute confiance jusque dans des actes qui semblent au premier abord pénétrés d'une compréhension de l'inanité de ces folles mesures.

L'organe officiel des Soviets, les *Izvestia* du 14 février dernier, caractérisait ainsi la situation économique des kolkhoz : « La valeur spécifique des kolkhoz et des sovkhos est jusqu'à présent fort insignifiante aussi bien dans les recettes brutes que dans la production marchande de l'économie rurale. Si l'on aborde les kolkhoz avec pour index celui des marchés au moment actuel, l'on ne peut évidemment reconnaître que leur état répond au but assigné par le parti et le gouvernement. »

Voilà donc le résultat effectif de la collectivisation, résultat privé de toute perspective historique, laissant voir la complète impuissance du parti communiste. Il est visible que la construction des kolkhoz est vouée à un état permanent d'expériences de laboratoire et que, d'ores et déjà, le rôle tant soit peu sérieux que les kolkhoz devaient jouer en U.R.S.S. peut être considéré comme terminé.

L'incessante politique de guerre des bolcheviks dont le but consiste avant tout à déclencher une révolution mondiale, l'oppression policière, la privation du pays de toute liberté politique conduit ce dernier à une crise économique et politique à ce point grave que l'on perçoit la menace de la colère des masses, acculées à une situation sans issue, tant au point de vue du droit qu'au point de vue économique.

Une politique financière dans le genre de la destruction des exploitations semi-misérables des « koulaks » suffirait pour épuiser complètement une classe plus puissante au point de vue de son avoir. C'est pourquoi, rien d'étonnant qu'en appliquant une pareille politique de duplicité par rapport aux paysans et aux ouvriers, aucune mesure de « coercition » ne puisse avoir de succès dans le domaine de la socialisation de l'économie rurale. Il n'en est pas moins vrai qu'une question se pose, question qu'il va falloir résoudre sans délai si le pouvoir soviétique ne

veut pas être mis dans une situation difficile. Il est certain que les dernières mesures prises par le parti communiste telles que la réduction des impôts sur l'économie rurale, l'autorisation de vendre librement les excédents de céréales, le décret concernant la vente du bois, l'ouverture des marchés et la liberté du commerce en général sont autant de manœuvres destinées à flatter et à tromper les paysans et les ouvriers, des témoignages de changement d'orientation de la politique soviétique; cependant, ce changement ne saurait être pris au sérieux ni considéré comme de longue durée.

S'il est encore prématuré de faire les déductions qui s'imposent au sujet de la politique actuelle du pouvoir soviétique, il n'en est pas moins intéressant de signaler certaines particularités déjà contestées à son sujet. Tout d'abord la situation de plus en plus mauvaise de l'économie nationale au cours de toute la période de la politique de collectivisation. Ce résultat a pu être constaté déjà précédemment, mais la rapidité avec laquelle les bolcheviks ont battu en retraite a dépassé les prévisions. En dépit de cette période relativement courte de politique de collectivisation nous assistons cependant à sa fin en ce moment. Une année a été cependant suffisante pour engloutir les réserves et pour ruiner les sources susceptibles de fournir ces moyens à l'avenir.

L'accélération du processus de mainmise sur les ressources dont dispose le peuple a entraîné une brusque aggravation des rapports qui existent entre les dirigeants du pouvoir soviétique et la population. Actuellement, les mesures prises par les autorités perdent de plus en plus le caractère politique de gouvernement pour devenir une forme directe de lutte individuelle pour l'existence. Non seulement la politique des kolkhoz, de celles mêmes qui ont été le plus favorisées n'a donné aucun avantage mais elle a provoqué de la résistance. La pointe de cette résistance a été dirigée contre le système des répartitions, comme moyen, grâce auquel la dictature s'efforce de conserver le pouvoir. Pour cette raison la question des répartitions dans le domaine de l'économie rurale mérite une attention toute spéciale du fait que le système des répartitions signifierait en même temps la consolidation de la dictature.

Nous assistons à l'effondrement de ce plan de développement de l'économie rurale que l'on considérait comme le « triomphe » de la collectivisation. Cet échec du plan quinquennal se caractérise par la destruction de tout le système du plan de répartitions de l'économie rurale, c'est-à-dire par la possibilité pour les bolcheviks de disposer selon leur bon plaisir de toutes les ressources du pays.

Le cri de désespoir des affamés de la Russie soviétique a déjà trouvé un émouvant écho dans les colonnes de la presse européenne. Ce n'est déjà plus une crise de répartition dont souffrent à présent les Etats capitalistes, mais une crise de production. Dans le temps même où presque tous les pays du monde souffrent de la pénurie des produits agricoles, la Russie soviétique plus que tout autre s'en ressent profondément. Cependant, il est bien plus facile de surmonter les difficultés dans le problème des répartitions qu'avec celui de la production. Le monde capitaliste est riche alors que le monde socialiste étouffe dans une atmosphère de misère. Ce fait par lui-même donne la possibilité de juger le système soviétique.

En dépit des doctrines de Karl Marx, les bolcheviks ont commencé en sens contraire le processus des répartitions sans s'occuper au préalable d'augmenter le bien-être des masses. Ils se trouvent de nos jours en pré-

sence d'un échec complet aussi bien dans le domaine industriel que dans celui de l'économie rurale et nationale.

De l'analyse du dernier bulletin économique du professeur S.N. Prokopovitch, lequel est connu par son impartialité et par la précision de ses données sur les questions d'économie nationale en U.R.S.S., il ressort que depuis 1929 les prévisions touchant aux répartitions dans le domaine de la production industrielle n'ont été réalisées. En 1931, le plan n'a été exécuté que dans des proportions inférieures à la moitié; il a été exécuté dans des proportions encore moindres comme qualité du travail dans l'industrie. Au cours des deux premières années du plan quinquennal les tâches envisagées dans le domaine de la baisse du prix de revient n'ont été réalisées que dans les proportions de 60 %; en 1931, au lieu d'une baisse de prix de revient de 8 % sur les produits industriels, il s'est produit une hausse de 6 %. Or, la question touchant à la réalisation des tâches sur la baisse du prix de revient est l'une des principales dans le plan quinquennal de l'industrie. Une bonne partie des dépenses dans l'industrie aurait dû être couverte par la baisse des prix de revient dans la production industrielle. D'après une déclaration de M. Kouybuichev « les pertes essuyées du fait de la croissance des prix de revient dans les diverses branches de l'économie nationale en 1931 peuvent être évalués par rapport à 1930, à près d'un milliard et demi de roubles. Ces pertes, par rapport au plan de baisse du prix de revient en 1931 constituent la somme approximative de plus de quatre milliards et demi de roubles. »

Ainsi le plan quinquennal, que ce soit au point de vue de la quantité ou de la qualité, s'est trouvé irréalisé.

Dans le même temps la croissance de la population en Russie soviétique marche à grands pas. De ce fait, la disproportion entre la croissance de la population et celle de l'industrie doit d'autant plus aggraver la pénurie industrielle en Russie soviétique.

Si l'on prend même en considération les capacités d'achat diminuées de la population, l'on ne peut s'empêcher de constater que le manque de produits industriels de grande consommation se fait de plus en plus sentir. Le mal encore est que le plan quinquennal s'oriente principalement vers le développement de l'industrie des moyens de production et non vers celui des produits industriels.

La situation n'est pas meilleure dans le domaine de l'économie rurale. Les statistiques officielles soviétiques au sujet de la campagne des semailles montrent que les ensemencements de cette année sont loin d'être satisfaisants. C'est ainsi que, d'après les chiffres fournis par le Commissariat de l'Agriculture, au 5 mai, les ensemencements n'avaient encore été réalisés que dans les proportions de 21,1 % du plan envisagé, alors que l'an dernier, à cette même date, le plan avait été réalisé dans les proportions de 24,6 %, et l'été de 1930, dans les proportions de 50,8 % du plan.

En outre, au cours de la campagne actuelle, les ensemencements ont été inférieurs à ceux du printemps de 1930 et de 1931 ainsi qu'on peut le voir par les chiffres suivants :

Au 5 mai il a été ensemené :

1° Par les kolkhoz :

En 1930.....	35.871 hectares
En 1931.....	22.130 —
En 1932.....	19.490 —



2° Par les exploitations individuelles :

En 1930.....	16.025 hectares
En 1931.....	4.255 —
En 1932.....	1.725 —

De ce tableau il appert que la surface des ensemencements va se réduisant d'une année à l'autre et que la mise sur la collectivisation de l'économie rurale est battue. Par contre, la politique des kolkhoz a porté un coup irréparable aux exploitations individuelles : de 16.025 hectares en 1930, le chiffre des ensemencements est tombé à 1.725 en 1932. Il convient de remarquer que la réduction des ensemencements des exploitations privées est imputable à deux causes : d'une part, une grande partie des terres a été arrachée de force aux propriétaires, et, d'autre part, du fait même de la terreur exercée, les propriétaires estimaient qu'il n'était pas avantageux pour eux d'élargir leur champ d'action pour les ensemencements.

En ouvrant aujourd'hui les soupapes du commerce libre dans la mesure où cela est nécessaire pour prévenir un éclat de fureur populaire, le pouvoir soviétique ne manquera pas en même temps de prendre des mesures contraires afin de rester maître de la situation au milieu du mouvement croissant de l'initiative « privée ».

C'est pourquoi il faut s'attendre à ce que, au cours de la présente campagne, une bonne partie des terres reste sans être ensemencée.

IBRAHIM TCHOULIK.

---

## LA FÊTE NATIONALE GÉORGIENNE

### à PARIS et à GENÈVE

---

Le 26 mai, à l'occasion de la fête nationale géorgienne, S. E. M. Tchenkeli, ministre de Géorgie à Paris, ainsi que le prince et la princesse A. Mdivani ont donné une élégante réception en leur résidence de la place des Etats-Unis.

Dans l'assistance se trouvait la plupart des membres du Corps diplomatique ainsi que les représentants de la colonie géorgienne à Paris.

\*  
\*\*

*On nous écrit de Genève :*

Genève compte, à défaut d'une colonie géorgienne qu'elle regrette de ne pas posséder, de nombreux amis de la Géorgie, et en particulier ceux de diverses nationalités qui se sont constitués il y a quelques années en *Comité International pour la Géorgie*. Au milieu d'eux, ils ont le privilège d'avoir le tenace, le persévérant défenseur de la noble cause de son pays, M. Khariïon Chavichvily, Délégué du Gouvernement à Genève; et

dans le voisinage, à Prilly, près Lausanne, deux charmantes princesses, la mère et la fille, les princesses Kherkheoulidzé.

En l'absence du président du Comité, M. Albert Malche, retenu à l'étranger par une importante mission, l'un des vice-présidents, M. Georges Werner, professeur à l'Université et Juge à la Cour de Cassation, a eu la gracieuse idée d'inviter les uns et les autres dans son *home* familial à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance de la Géorgie. Dans le salon, décoré d'un drapeau géorgien, on rencontrait, entourant les princesses Kherkheoulidzé et M. Chavichvily, la plupart des membres du Comité International, notamment M. Albert Picot, Conseiller d'Etat; le président d'honneur du Comité et Mme Jean Martin, le vice-président et Mme Ed. Milhaud, M. Bernard Bouvier, M. et Mme Paul Carry, M. et Mme Eugène Pittard, M. et Mme Edouard Claparède, Professeurs à l'Université, l'ancien vice-président du Grand Conseil et Mme Louis Cartier, M. et Mme Ch. Boveyron, le pasteur de la communauté américaine et Mme Ev. Smith, MM. Nicolas Gay et André de Maday.

En une charmante allocution, M. Werner a exprimé les sentiments de tous ses hôtes envers la Géorgie, leur admiration pour la patriotique persévérance des Géorgiens, leur attachement au Gouvernement géorgien et à son vénéré président M. Jordania. M. Chavichvily a dit, en termes émus, la reconnaissance de ses compatriotes et parlé avec foi de l'avenir de sa nation; enfin, M. Jean Martin, cet infatigable et très dévoué ami de la Géorgie, évoquant le souvenir de la fête nationale à Paris, a dit son admiration pour le caractère viril des exilés et donné lecture d'un projet d'adresse au président Jordania que l'Assemblée a acclamée d'enthousiasme et conçue dans les termes suivants:

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En ce jour, anniversaire de l'indépendance de la République géorgienne — indépendance foulée aux pieds, au mépris de la foi jurée, par des hordes de soldats étrangers, mais qui renaîtra avec un nouvel éclat après de dures années d'épreuves — le Comité International pour la Géorgie, réuni chez son vice-président M. le Professeur Georges Werner, avec Mmes les princesses Kerkheoulidzé et le représentant du Gouvernement géorgien à Genève, M. Chavichvily, vous adresse l'hommage de sa vénération, de son affection et de sa foi inébranlable dans l'avenir de la nation géorgienne.

Vous combattez pour le droit, M. le Président, vous, vos collègues du Gouvernement en exil et tous vos compatriotes qui mettent leur confiance en votre sagesse, votre expérience politique et votre ardent patriotisme. Combattant pour le droit par les armes de la persuasion, vous remporterez tôt ou tard la victoire et vous aurez la joie de voir la nation à laquelle vous avez consacré votre vie renaître à l'indépendance et à la liberté.

Nous vous prions, M. le Président, de bien vouloir faire part de nos sentiments aux membres du Gouvernement géorgien, et agréer l'hommage de notre respectueux attachement.

La soirée s'est prolongée en conversations particulières et les assistants eurent le plaisir d'entendre deux jeunes filles, Mlle Werner et une de ses amies, chanter avec autant de goût musical que de sûreté des chansons suisses, italiennes et allemandes, tandis que Mme Werner tenait avec autorité le piano d'accompagnement.

Réussie en tous points, grâce à l'aimable hospitalité de M. et Mme Georges Werner, cette réunion sera certainement suivie d'autres analogues, le jour de la fête nationale géorgienne: en communion d'idées et d'aspirations avec la nation géorgienne, qui souffre sous le joug étranger, avec les colonies exilées en divers pays, avec le Gouvernement national, les amis de la Géorgie conservent leur entière confiance dans l'avenir de la glorieuse patrie géorgienne.

\*  
\*\*

### à PARIS

Par décision de l'Association Géorgienne en France, le concert et autres réjouissances projetés pour le jour anniversaire de l'indépendance de la Géorgie ont été supprimés cette année à cause de la mort tragique du Président Paul Doumer. Une simple réunion s'est tenue, le 26 mai, dans la salle de l'Alliance Française où le Président de l'Association, M. G. Jourouli, ancien ministre, s'adressa en ces termes à ses compatriotes :

MESDAMES, MESSIEURS,

La réunion actuelle s'ouvre dans des conditions particulièrement pénibles.

La grande République Française, qui nous accueille avec tant d'hospitalité, vient de perdre un de ses meilleurs fils : Le 6 mai, le Président de la République, M. Paul Doumer, a été mortellement blessé par la main criminelle d'un lâche. Le lendemain, 7 mai, le grand homme d'Etat français rendait l'âme.

Toute la nation a été plongée dans une douleur inexprimable.

Tous les pays civilisés ont été bouleversés par cet affreux attentat et le peuple géorgien s'est associé, par l'entremise de son Gouvernement légal, à ce deuil national.

Messieurs, votre Président a déjà adressé l'expression de notre douloureuse sympathie au Président du Conseil des Ministres.

Le disparu restera pour toujours dans l'histoire comme un sublime exemple du dévouement à la Patrie. On se souviendra toujours du sacrifice de ses quatre fils qui trouvèrent la mort sur le champ de bataille pour la défense de la Patrie en danger.

Le Président Paul Doumer s'intéressait beaucoup au problème géorgien, il exprima maintes fois sa sympathie pour notre peuple.

Mes chers compatriotes, levons-nous en signe de deuil et inclinons-nous avec recueillement devant la mémoire du Président Paul Doumer.

Et la séance fut levée.



## Revue de la Presse

---

*L'Echo de la Lutte*, journal géorgien édité à Paris, consacre les lignes suivantes à l'assassinat du Président Paul Doumer :

« Le 6 mai, se produisit à Paris un affreux événement : un Russe, nommé Gorgulov, blessa mortellement à coups de revolver le Président de la République, Paul Doumer. Le lendemain, 7 mai, à l'aube, le blessé mourut.

« L'assassin ne put donner aucun motif plausible pour expliquer cet acte barbare. Sa déclaration comme quoi il se serait vengé de la France parce que celle-ci soutiendrait le gouvernement soviétique, est dépourvue de tout fondement. Aucune puissance n'a été jusqu'à ce jour aussi opposée à Moscou que la France. Il est évident que cette explication n'a d'autre but que de dissimuler le véritable motif, tout comme l'explication de Tchanoukvadzé, dans l'affaire de Ramichvili, n'était qu'un camouflage de la vérité. Ces gens-là allèguent toujours des motifs inexistantes et dévoilent ainsi leurs véritables mobiles.

« A l'heure présente, il n'y a pas dans le monde un seul parti, pas une organisation qui adopte la terreur politique comme moyen de lutte; seuls, le Guépéou de Moscou et le Komintern font exception. Depuis longtemps Moscou demande au gouvernement français la fermeture de la légation de Géorgie et la dissolution des organisations militaires russes. Ils n'ont pu atteindre ce but par la voie légale. Pour eux la provocation de Gorgulov est un moyen pour exciter l'opinion publique française contre les émigrés politiques; n'est-ce pas là faire marcher le moulin soviétique? Juste au moment où Paris a rejeté les revendications de Moscou, alors que la question de la conclusion du pacte de non agression devient problématique, Gorgulov entre en scène.

« M. Litvinov fait preuve d'une grande effronterie lorsqu'il proclame de Genève, sans sourciller, que les communistes condamnent la terreur. Cependant, les preuves du contraire sont multiples. Les bolcheviks eux-mêmes ne cachent pas leurs méfaits et leurs journaux sont pleins de souvenirs d'actes terroristes accomplis en Géorgie (à Batoum, à Tiflis, etc.) à l'époque de son indépendance. Le livre d'Agabekov contient de nombreux exemples d'actes terroristes accomplis dans les Balkans (attentat à la cathédrale de Sophia, etc.); ailleurs, Bessedowski nous raconte en détail la préparation de l'attentat ourdi contre le Maréchal Pilsudski et l'échec qu'il subit par le simple jeu du hasard au dernier moment.

« Paul Doumer était connu par ses tendances anti-bolchevistes et par la protection qu'il accordait à l'émigration politique. Il soutenait tout particulièrement l'indépendance de la Géorgie, il s'intéressait à notre sort et connaissait à fond notre problème. Radical par conviction politique, élevé du rang de simple ouvrier, grâce à son travail et à son talent, à la magistrature suprême de l'Etat il resta toujours fidèle à lui-même, à son origine en tant que champion de la liberté et que protecteur des humbles. Il avait perdu ses quatre fils à la guerre, chose très rare pour une famille; ce coup terrible ne le brisa pas; vieillard, il continuait à servir sa patrie avec une ardeur de jeunesse, plein d'énergie et de courage. Il reste un modèle parfait du patriote, portant à l'autel de la Patrie tous ses biens moraux et matériels et accomplissant scrupuleusement son devoir.

« La provocation de Gorgulov doit être percée et mise au clair. »

---

*La Géorgie indépendante*, Revue mensuelle paraissant à Paris en langue géorgienne, publie dans son dernier numéro un article de M. N. Jordania, à l'occasion du 14<sup>e</sup> anniversaire de la proclamation de l'indépendance de la Géorgie :

« Le 26 mai est le jour de notre fête nationale.

« Le 26 mai, le peuple géorgien, unanime, sortit sur l'arène de l'humanité et exprima sa volonté inébranlable d'être libre et indépendant.

« En ce glorieux jour le drapeau national fut déployé et l'on vit se rassembler sous ses plis tout le peuple de Géorgie.

« Le 26 mai n'est donc pas seulement le symbole de notre indépendance, il est en même temps celui de notre union.

« Nous avons conquis notre indépendance par notre union, par nos efforts communs, par une même pensée et par une même politique; nous la rétablirons uniquement par la continuité de la même méthode, par la mise en œuvre du testament du 26 mai.

« Tout peuple civilisé a une doctrine nationale bien établie, bien arrêtée, une doctrine qui sert de base à sa politique internationale et à la défense de ses intérêts vitaux. Le trait essentiel de cette doctrine est l'union de toutes les forces vitales tendant à la création d'un front unique en face d'un danger extérieur, à la concentration de ces forces autour du pouvoir légal et à l'établissement d'une discipline nationale.

« C'est cette discipline qui faisait défaut dans le passé à la communauté géorgienne et cela minait l'œuvre de défense nationale. Les éléments mécontents de la politique intérieure s'enfuyaient à l'étranger pour y dénoncer leur propre gouvernement légal dressant ainsi contre lui les ennemis extérieurs. En un mot, il n'existait point de doctrine d'Etat national.

« Le 26 mai nous a donné cette doctrine; il a blâmé la dispersion volontaire ou involontaire, imposé le silence aux agents de la cour moscovite, héritiers de l'ancienne politique persane, et rétabli l'unité nationale.

« L'histoire d'autrefois se répète : les traitres réduits au silence se redressent; ils courent se mettre à la disposition du gouvernement étranger et, soutenus par son armée, se jettent sur leur patrie. Le 26 mai, marche à la dérive, il n'est plus qu'un drapeau interdit, un idéal à atteindre. La rupture du front national est fatale pour la nation. Toute défense nationale est impossible là où les défenseurs pactisent avec les ennemis, là où ils trahissent leurs chefs.

« Le drapeau du 26 mai ne compte d'autres serviteurs que ceux qui restent dévoués à sa cause, à ses deux testaments, qui restent fidèles à l'idée d'indépendance et d'union à une même doctrine d'Etat national. La lutte pour la liberté n'est possible qu'avec la méthode du 26 mai. Nul ne peut entrer dans le paradis avec la seule lamentation « Dieu, Dieu ! » Aux bons mots il convient d'ajouter de bons actes.

« Le drapeau du 26 mai porte notre programme national et notre tactique nationale dans ses plis. Ces deux aspects de sa substance sont intangibles, indivisibles, c'est un tout. Accepter le premier et rejeter le second n'est que pharisaïsme; accepter le second et rejeter le premier c'est un non-sens.

« Le 26 mai est notre fête, la fête pour ceux qui mettent en pratique son commandement, qui suivent ses directives, qui continuent sa ligne et acceptent son drapeau.

« Ce jour-là fait appel à tous les Géorgiens, les engageant à se soumettre à la discipline nationale, à oublier leurs intérêts personnels ou de parti, et à s'unir pour faire face aux ennemis et aux amis en ami. »

Dans un article plein d'indignation *L'Echo de la Lutte* cloue au pilori les renégats géorgiens, dont le nombre croît d'une façon inquiétante ces temps derniers.

« Les efforts que déploie Moscou depuis longtemps afin de provoquer la dissolution de notre émigration et de la faire sauter de l'intérieur, trouvent déjà des agents et des serviteurs dévoués. Si ce travail sournois s'est exécuté jusqu'à présent dans le silence et dans les ténèbres, il se déroule maintenant au grand jour et il se révèle à l'opinion publique comme le dernier mot du patriotisme géorgien. C'est sous cet aspect qu'a été déclenchée une campagne contre toutes nos organisations militantes, contre notre représentation à l'étranger et contre notre union, dans le but de réduire à néant l'unité de notre politique. Nous avons assez de preuves, de « dénonciations » portées à qui de droit et de malversations scandaleuses. Mais que ces messieurs se soient enhardis jusqu'à livrer leurs noirs desseins à la publicité, cela dépasse toute notre attente. Lisez la revue française *La Croisade* et vous comprendrez ce qui anime ces forces malfaisantes et vers quel but elles sont orientées. »

Après avoir montré la mauvaise foi évidente de *La Croisade* et la fausseté de toutes les allégations avancées par cette Revue dans des termes à la Barbusse (ami des soviets), l'auteur conclut :

« On voit bien le désir secret de l'auteur qui se cache sous les initiales N. S. Il n'est pas seul, non, il parle au nom des « nationalistes », de ce groupement qui s'est

assigné comme but la lutte, non contre les bolcheviks, mais contre les mencheviks; il s'efforce de briser l'épine dorsale sur laquelle s'appuie tout le mouvement libérateur de la Géorgie. La longue dextérité de Moscou camouflée sous des dehors de « patriotisme » continue son travail. »

« A ce groupement de rênégats s'ajoute un autre ensemble de rênégats moins insensés que les premiers, mais non moins inexcusables. Ces derniers écrivent en géorgien, ils ne sont pas aussi carrément stupides que ceux qui s'exercent en français sans contrôle, paraît-il, et sans qu'on leur demande un peu d'esprit. »

Ces exemples suffisent, en effet, pour qu'il soit permis de dire que notre émigration est atteinte de gangrène, qu'elle est pénétrée dans son sein d'éléments maladifs. Un travail méthodique s'y poursuit pour réaliser l'effondrement de notre cause, pour la dissolution de nos organisations, pour l'anéantissement de toute l'autorité morale et de toute la discipline nationale...

Et alors, naturellement, le champ de bataille restera à nos rênégats et... à Moscou.

---

## RÉUNIONS " PROMÉTHÉE "

---

Le 25 mai a eu lieu la conférence de M. Ieremijev sur :

### *L'Ukraine et la révolution russe.*

La salle de rédaction de *Prométhée* était comble. Le conférencier nota d'abord la situation particulière de l'Ukraine qui, située tout à côté de la Russie et n'étant pas séparée d'elle par une frontière naturelle, fut toujours exposée à la pression immédiate et à l'infiltration continuelle d'éléments russes. Malgré toutes ces conditions défavorables, l'Ukraine conserva intacte son unité nationale, ses frontières ethniques nettement délimités et son hostilité contre la domination étrangère. Les Russes ne sont connus en Ukraine que sous la dénomination de *Katsab*, ce qui veut dire « boucher ». Ce petit trait de psychologie du peuple dépeint la répulsion qu'il éprouve contre ses oppresseurs séculaires.

Le conférencier brosse ensuite dans ses grandes lignes un tableau saisissant du régime tsariste qui entravait tout le développement du pays et mettait en péril la richesse intellectuelle et morale du peuple. Mais la lutte commença contre cette politique dominatrice et spoliatrice; les premiers sillons furent tracés par les sacrifices des patriotes ukrainiens et un courant d'idée nationale se fit jour dans tout le pays. Un peuple de 35 millions d'âmes, déjà suffisamment préparé par une vie libre et indépendante, ne pouvait rester insensible à la tempête dont le monde fut secoué pendant la guerre et la révolution. L'Ukraine se dressa la première pour la défense de ses droits foulés aux pieds et de sa dignité nationale, mais elle se heurta aussitôt à l'opposition irréductible des Russes. Les « rouges » aussi bien que les « blancs » furent unanimes à repousser toute velléité d'indépendance de l'Ukraine, à extirper toute idée d'une formation d'Etat ukrainien. Et la jeune République ukrainienne fut obligée de

tenir tête aux flux et reflux des hordes moscovites, tantôt « rouges, tantôt « blanches », qui ravagèrent le pays.

Cette partie de la conférence fut d'un intérêt palpitant. L'activité fiévreuse du Gouvernement siégeant à Kiev, la pression d'un autre gouvernement, celui-là opposé à tout mouvement libérateur du pays, l'invasion réitérée du Nord et du Sud tour à tour, le drapeau national flottant sur les édifices publics et déchiré par les balles; une jeunesse patriote fauchée sur les champs de bataille — toute cette épopée pleine d'héroïsme et de gloire constitue une page d'histoire vraiment digne d'admiration. M. Jermijev la fit revivre devant les yeux des assistants; il montra d'une façon saisissante combien il est difficile, impossible même, pour un peuple opprimé de briser les chaînes d'esclavage sans une aide extérieure, sans un appui solide et effectif du monde civilisé. L'Ukraine aurait pu encore soutenir victorieusement la lutte si elle avait trouvé assez de sympathie dans les milieux politiques de l'Europe. Ce ne fut pas le cas. Pourquoi? Tout d'abord, parce qu'on ne connaissait pas alors suffisamment l'Ukraine en tant qu'unité nationale et ensuite, le conférencier l'a souligné avec force, le travail néfaste des diplomates russes eut le temps de porter ses fruits. Restés en dehors de la Russie, se voyant isolés d'elle et menacés dans leur propre intérêt par la révolution bolcheviste, ils mirent tout en œuvre pour discréditer tout mouvement libérateur en Russie et cela, afin de maintenir l'unité hypothétique de l'empire déjà ébranlé jusque dans ses fondements. C'est là qu'il faut chercher l'une des causes principales de la chute de la République ukrainienne. La diplomatie européenne avait trop prêté l'oreille à la voix de ces diplomates dont le travail, on le voit bien maintenant, n'a fait, en raison même de leur patriotisme à courte vue, qu'assurer le triomphe du bolchevisme. L'Ukraine abandonnée à elle-même et privée de tout secours extérieur, aussi bien que financier, fut occupée par l'armée rouge. De ce jour, le sort des autres peuples était décidé et le bolchevisme pesa de tout son poids sur l'Europe, rendant infructueux tous les efforts tendant à la reconstruction de la vie normale du monde entier.

Deux heures durant, le conférencier tint en haleine l'attention générale de l'Assemblée. Il eut, de ce fait, l'avantage de mettre au clair le rôle dévolu au peuple ukrainien dans le sort du mouvement libérateur en général et de l'équilibre politique dans l'Est européen en particulier.

L'orateur fut salué par les applaudissements unanimes de l'Assemblée

---

## CHRONIQUE

---

### AZERBAIDJAN

#### *La terreur rouge*

Le correspondant du journal *Istiklal* donne dans le numéro 9 de cet organe quelques détails sur la terreur rouge instaurée en Azerbaïdjan par le régime d'occupation; il cite les districts suivants sur lesquels s'est plus particulièrement fait sentir les effets de la terreur rouge: districts de Guesktchaï, Agdach, Agdam, Cheki, Zakatala, Guendjé, Kazakh, Salian, Nakhitchevan.

Les détachements punitifs du Guépéou parcourent ces districts, fouillent les villages et fusillent sans jugement la population mâle, du fait que ces régions sont le théâtre d'opérations de partisans; les femmes et les enfants sont déportés en Sibérie. Dans le seul district d'Agdam 742 paysans ont été fusillés; dans ce nombre, on compte des vieillards de 70 à 80 ans et des enfants de 10 à 15 ans. Dans l'espace de 41 jours, 1.475 paysans ont été fusillés par les détachements punitifs du Guépéou dans le district de Guendjé et 700 familles ont été déportées en Sibérie. Des milliers de femmes arrêtées ont été enfermées dans les prisons de Cheki, Zakatala, Agdam, Guercher et Barda; elles sont généralement accusées d'avoir aidé les insurgés; d'autres sont gardées comme otages, leurs maris se trouvant dans le camp des insurgés.

Dans les locaux de l'école de Barda, transformés en prison, sont enfermées 550 femmes azerbaïdjanaises.

Les femmes déportées en Sibérie se comptent par milliers. Après le passage de chacun des convois, l'on trouve sur la voie du chemin de fer des enfants en bas âge arrachés à leurs mères par les tchékistes et jetés hors des wagons.

### *Le mouvement insurrectionnel*

D'après ce même correspondant, ces atrocités, dont le but est de briser la résistance des paysans d'Azerbaïdjan en présence d'une nouvelle vague de collectivisation complète, ont eu pour résultat de renforcer la résistance armée paysanne. Actuellement plus de 30 groupes d'insurgés opèrent en Azerbaïdjan, sept d'entre eux se trouvent dans le district de Guendjé, 6 dans celui de Cheki, 4 dans celui de Zakatala, 5 dans le Guéoktchaï et 8 dans celui d'Agdam.

De véritables batailles ont lieu entre partisans et armée rouge. Au cours des derniers engagements, dans les localités d'Aïroum, de Kabak, de Tepeli, 300 insurgés ou soldats ont été tués.

### *Une déclaration de Bouniad-Zadé*

Le Président du Conseil des commissaires du peuple d'Azerbaïdjan, Dadach Bouniad-Zadé a fait une déclaration parue dans le journal *Bakinski Rabotchi* (12-3-32), de laquelle il ressort qu'en raison de la collectivisation générale envisagée, les paysans azerbaïdjanais se préparent à une résistance opiniâtre. De ce fait, les tendances de droite au sein du parti communiste d'Azerbaïdjan ne pourront que s'accuser davantage, ce dont les nationalistes ne manqueront pas de profiter. Il propose de prendre des mesures draconiennes pour défendre le régime soviétique en Azerbaïdjan.

Les koulaks, écrit le *Bakinski Rabotchi*, ont commencé une lutte opiniâtre et énergique contre les kolkhoz. Pour les détruire, ils ont recours à différentes méthodes secrètes. Il va falloir pour les réduire « mobiliser toutes nos forces, utiliser toutes nos possibilités ».

### *Nouvelles arrestations*

Le *Bakinski Rabotchi* (28-3-32) annonce la découverte d'un nouveau « complot » au sein du parti communiste et dans les soviets des districts d'Azerbaïdjan. De ce fait, il a été procédé à l'arrestation de Kara Oglo Koufou, membre du parti communiste depuis 1919 et Président du soviet rural de Kara-Agadj; du Président du soviet rural de Khalaouja, Baba Ogly Koulou; du Secrétaire du parti communiste de ce même village, Djakhanghir; du Président du soviet rural Mirzali Mamed Ogly Bekir, de l'instructeur à l'Inspection ouvrière et

paysanne Piraou; du Vice-Président du soviet rural Kamarly Moussa Ogly, du juge d'instruction du district Baïraly; de l'Instructeur à l'armée rouge Sadih Akverdibeyli et des paysans Atam Oglan, Babakhan, Mehmed, Mirghim, Kemal, Yakoub, Noriz, Baba Koulou Ogly, Farzali, Aouvaz, Agam-Ali et Sarkaï. Tout l'avoir de ces paysans a été confisqué. Les communistes sont accusés de protéger les koulaks et de favoriser le mouvement contre les kolkhoz.

### *Exécutions capitales*

Les journaux de Bakou du 22 au 26 mars annoncent que le nommé Melik Ogly Tcherkess, paysan du village d'Abat, district d'Agdach, accusé de meurtre d'un activiste communiste, a été condamné à être fusillé par le Tribunal Suprême, réuni en session extraordinaire. Ce même Tribunal a condamné à mort les nommés Mikail Chafakat Ogly, Oumit Ismaïl Ogly et Massoum Hadji Ali Ogly, paysans du village d'Oulachli-Chikhli, district de Gueoktchaï.

Ils sont accusés d'avoir incendié du blé appartenant au kolkhoz Kalinine à Guéoktchaï, d'une valeur de 200.000 roubles.

### *Mesures répressives contre les paysans*

L'on sait qu'en Azerbaïdjan les impôts rentrent difficilement au trésor d'Etat. Pour hâter ces entrées, le pouvoir communiste a pris des mesures répressives envers les paysans « coupables ». Leur avoir est confisqué et les chefs de famille sont arrêtés ou déportés. (*Istiklal*, N° 4.)

### *Rencontre entre soldats rouges et insurgés*

Le journal *Istiklal* du 20 février 1932 annonce que le pouvoir soviétique a pris toute une série de mesures contre les insurgés. Il en est résulté plusieurs rencontres sanglantes entre les détachements de l'armée rouge et des groupes de partisans.

Au cours de la lutte contre les soldats rouges, le détachement insurgé de Borsouklou Ahmed, comprenant 16 hommes, a péri. Les bolcheviks ont perdu 15 communistes et 30 soldats rouges, tués ou blessés. Les partisans sortis saufs du combat ont gagné la montagne.

## CAUCASE DU NORD

### *L'Islamisme lutte avec succès contre l'Athéisme*

Un délégué du Caucase du Nord à la Conférence des pédagogues « Sans-Dieu » à Moscou, en 1931, a déclaré « qu'il est très difficile aux instituteurs du pays de déployer une activité anti-religieuse, car l'influence de la religion chez les peuples de cette contrée est encore très forte. Même les membres du parti communiste et les « komsomols » se rendent très souvent dans les mosquées pour y prier. Dans presque chaque village, il existe encore une école islamique privée. Si, en hiver, les enfants vont à l'école communiste, par contre, pendant les vacances, ils suivent l'enseignement des mollahs dans les écoles confessionnelles. L'influence du clergé islamique est si forte que, très souvent, les

enfants refusent d'étudier avec les livres scolaires ayant un caractère nettement anti-religieux. » (*Ecclesia*, de Genève.)

\*\*\*

De Tabriz, on annonce que des troubles ont éclaté dans les kolkhoz situés sur le territoire des régions nationales des Montagnards du Caucase du Nord. Ces troubles ont été motivés par les fréquentes perquisitions opérées dans les kolkhoz pour la recherche des semences. La situation est à ce point tendue qu'il n'est pas de fonctionnaire soviétique préposé au secteur des kolkhoz qui ne se risque à visiter le secteur pour faire appliquer les décrets du centre régional des kolkhoz. Les troubles se sont accrus encore davantage lorsqu'on a appris que les autorités régionales n'ont pu fournir que la moitié des semences pour les besoins des semailles du printemps et qui plus est, en maïs seulement. De plus en plus, on entend crier : « Les kolkhoz nous tueront, les exploitations privées et les koulaks ont triomphé ». Mais, ce qui inquiète avant tout les autorités régionales, c'est le mouvement contre les kolkhoz en Tchetchnie, mouvement dirigé par le mollah Hadji Magobed, de Goyti. Les autorités locales se sentent impuissantes pour tranquilliser la population.

\*\*\*

Le plenum du Comité régional de l'Ossétie du Nord a examiné tout spécialement la question touchant à la campagne des semailles du printemps. Tout laisse supposer que cette campagne des semailles est vouée à un échec du fait même du manque de semences. L'un des rapporteurs, M. Demikhovski, a déclaré que la situation est à ce point menaçante qu'il va falloir réquisitionner de force les semences cachées chez les gens des kolkhoz et dans les exploitations privées : on envisage même la réquisition forcée du bétail et du matériel agricole. En outre, le rapporteur a pris à partie les travailleurs communistes des kolkhoz qui, ces derniers temps, ont paru craindre de s'adresser aux gens des kolkhoz et des exploitations privées pour compléter le fonds des semences, bien que la situation des paysans des kolkhoz doive être reconnue comme très critique. Ce communiqué de journal soviétique confirme pleinement, comme on le voit, l'information de Tabriz.

\*\*\*

Le décret du Comité central exécutif de l'U.R.S.S. du 26 mars, dont il a été parlé et qui interdit la collectivisation forcée du bétail des gens des kolkhoz, a eu le temps « de se répandre parmi les masses » du Caucase du Nord. Dans les régions nationales de la République des Montagnards ce décret n'a pas seulement créé du mécontentement, mais une haine ouverte de la population contre les organes locaux du parti qui jusqu'à ces derniers temps ont appliqué le décret avec ténacité, allant jusqu'à porter dans la liste des koulaks ceux qui s'opposaient à ces mesures. Et comme ces mesures du gouvernement central sont considérées en ce moment comme du domaine de la « déviation de gauche », les zélés préposés à la collectivisation du bétail sont sensiblement troublés; ils le sont d'autant plus qu'ils sont relevés de leurs fonctions comme dépourvus d'autorité « dans la situation qui vient de se créer » et qu'ils ne possèdent point la confiance des masses. Cela a été pour la population une occasion favorable de se venger des activistes des kolkhoz ainsi qu'on a pu le constater tout particulièrement au Daghestan.



\*  
\*\*

Au cours de ces cinq dernières années, l'apparition de toute une pléiade de jeunes poètes a été constatée parmi les Montagnards du Caucase. Ce qu'il est particulièrement intéressant de souligner, c'est que leurs œuvres paraissent en ossète, leur langue maternelle. Leurs poésies sont avant tout consacrées à la douleur populaire, tournant parfois à l'ironie les innovations soviétiques et laissant voir un nationalisme voilé. Ces dispositions n'ont pas été sans inquiéter depuis quelque temps les milieux communistes qui, au début, sous une forme modérée de critique, conseillaient aux jeunes poètes de changer le caractère de leur poésie contre une poésie « plus révolutionnaire prolétarienne ». Ils reconnaissent, du reste, leur talent littéraire et leurs hautes qualités de poètes. Depuis, nombre de poètes ont été l'objet de vives attaques; ils ont même été accusés de susciter des sentiments de nationalisme, voire de chauvinisme. Parmi les poètes montagnards qui ont eu à subir les persécutions haineuses des communistes il faut citer MM. Farniati Kosta, Mamsirati Dabe et Ardassenti Hadzibatyr.

\*  
\*\*

Le correspondant nord-caucasien de la *Pravda* signale que le plan de préparation de la récolte des grains a été très médiocrement exécuté dans tout le pays. Le blé notamment rentre en quantité insignifiante dans les silos des régions nationales, ce qui s'explique par la campagne que mènent les éléments anti-soviétiques parmi la population locale et par l'activité déployée par les insurgés. Dans la campagne entreprise contre les mesures politico-économiques du pouvoir soviétique, l'on trouve des instituteurs de village, dont l'influence est généralement considérable, et des étudiants des écoles supérieures. L'on affirme que le plan de préparation des récoltes dans la région nord-caucasienne a échoué.

\*  
\*\*

Le journal de Grozno signale une recrudescence du nationalisme local. Les nationalistes exigent le rappel de tous les pédagogues russes. Il arrive fréquemment que les nationalistes faisant partie des coopératives locales refusent de livrer des produits aux instituteurs russes pour n'en livrer qu'aux instituteurs tchetchènes.

\*  
\*\*

Le journal de Grozno communique que l'édification des kolkhoz en Tchetchnie se développe en luttes continuelles avec l'ennemi de classe... Les koulaks et le clergé s'efforcent de leur mieux de faire échouer les mesures édictées par le parti et le pouvoir soviétique. Il arrive souvent que le koulak réussit à s'infiltrer dans les organisations des kolkhoz, faisant ainsi sentir son influence dans la vie politique du pays. Fréquemment la voix du koulak ou du mallah acquiert une importance considérable dans les décisions locales, auxquelles prennent part les paysans pauvres et moyens.

\*  
\*\*

Le journal du Daghestan publie le passage suivant du discours prononcé par le Secrétaire général du Comité du parti communiste régional : « Il existe dans presque toutes nos Républiques une série de kolkhoz, dont il serait bien difficile de dire ce qu'elles représentent. Il en est une grande quantité dans

lesquelles la norme des terres groupés atteint à peine 20 % au lieu des 80 à 100 %, comme il l'avait été envisagé. »

« Lorsque le paysan cultive son exploitation individuelle, il travaille avec zèle, surveille son champ, sa récolte, sachant fort bien que de son travail dépend le résultat. Mais, il suffit que ce même paysan soit envoyé dans un kolkhoz pour qu'il devienne un véritable paresseux. »

\* \* \*

La *Severo-Kavkazskaïa Gazeta* reproduit les chiffres suivants présentés à la 7<sup>e</sup> Conférence régionale du parti : la production globale de l'industrie du pays qui, en 1930, s'élevait à un milliard 420 millions de roubles, a atteint en 1931 le chiffre d'un milliard 931 millions de roubles, soit une augmentation de 25 %. Dans le domaine pétrolifère, il a été extrait 8.896.000 tonnes de naphte en 1931 contre 7.576.000 en 1930. Pour l'année 1932, on envisage deux millions de tonnes. Quant à la houille, en 1931 il a été extrait 4.476.000 tonnes contre 4.169.000 en 1930, soit une augmentation de 6,8 %. Pour 1932, l'on envisage l'extraction de 6.700.000 tonnes. La surface ensemencée a atteint en 1931 le chiffre de 10.722.000 hectares, contre 7.490.000 en 1930. Pour l'année 1932, l'on envisage l'ensemencement de 14 millions d'hectares.

## UKRAINE

### *Une nouvel Evêque d'origine ukrainienne dans l'église polonaise orthodoxe*

Le dimanche 10 avril 1932 a eu lieu à l'église Sainte-Marie-Madeleine, à Varsovie, une cérémonie solennelle de chirotnisation de l'archimandrite Rév. Polycarpe Sikorsky, Docteur en Droit, d'origine ukrainienne, à la dignité d'Evêque de Lutsk et Vicaire du diocèse de Volhynie de l'église orthodoxe. Le sacrement de la consécration a été donné par le Métropolitaine Dionise de Varsovie, assisté de Mgrs Theodose, Alexis, Symeon et Sava, ainsi que de plusieurs personnalités ecclésiastiques et laïques ukrainiennes. Assistèrent également à la cérémonie les représentants du Gouvernement polonais et du Département des Cultes. Le Comité de la représentation parlementaire ukrainienne et la fraction volhynienne du bloc gouvernemental au Sejm ont envoyé leurs félicitations au nouvel Evêque voyant dans sa personne un défenseur des libertés religieuses du peuple ukrainienne qui représente le 70 % des fidèles de l'église orthodoxe en Pologne.

Nous présentons nos vœux les plus sincères à Mgr Polycarpe, persuadés qu'il justifiera nos espérances chrétiennes et patriotiques. (*Ecclesia*.)

\* \* \*

### *Le II<sup>e</sup> Congrès scientifique ukrainien à Prague*

Le II<sup>e</sup> Congrès ukrainien scientifique, qui s'est tenu à Prague, a eu lieu du 20 au 24 mars. Ce Congrès avait pour but de dresser le bilan des travaux des savants ukrainiens en exil et des institutions scientifiques se trouvant à l'étranger.

Le Congrès a été ouvert par l'Académicien J. Horbachevsky, Recteur de l'Université ukrainienne de Prague, et présidé ensuite par l'Académicien Professeur Stephan Smal-Stocki. Des discours de bienvenue ont été prononcés par



Le pro-Recteur de l'Université Charles de Prague, par le Directeur de l'Institut salve et les représentants d'autres institutions. A cette séance d'ouverture étaient également présents les représentants tchécoslovaques du ministère des Affaires Etrangères, de l'Instruction Publique et de l'Agriculture.

Le Congrès a commencé par le rapport du Professeur D. Dorochenko, qui a passé en revue l'activité académique et les travaux scientifiques de l'émigration ukrainienne. Il a démontré que ni la crise économique, ni la situation particulièrement difficile de l'émigration ne l'ont empêché de faire preuve d'un travail énorme : ainsi, au cours des dix dernières années, ont été fondés l'Université ukrainienne de Prague, l'Institut Pédagogique de Prague, l'Institut Polytechnique de Podebrady, l'École des Beaux-Arts de Prague, sans parler de nombreuses Sociétés scientifiques, telles que la Société Historique et Philologique, la Société de Droit, diverses Sociétés techniques, la Société Pédagogique, la Société des Amis du Livre et autres. Toutes ces institutions en Tchécoslovaquie sont subventionnées par le Gouvernement tchécoslovaque.

Dans d'autres pays de nombreuses institutions scientifiques ont été également fondées : Institut ukrainien scientifique de Berlin, Institut scientifique ukrainien de Varsovie, Bibliothèque Simon Petlura à Paris. En outre, un cercle d'études ukrainiennes a été fondé à Paris par les Français qui s'intéressent à l'Ukraine. Ce cercle a commencé déjà une série de conférences sur la littérature, l'histoire et la géographie de l'Ukraine.

L'orateur a spécialement souligné l'importance du Comité Académique ukrainien, qui siège à Prague et qui unit toutes les grandes Ecoles et Sociétés savantes ukrainiennes, se trouvant hors de l'Union Soviétique et qui entretient depuis 1926 des relations officielles avec la Commission Internationale de Coopération intellectuelle de la Société des Nations.

Plus de cent savants ukrainiens venant de Tchécoslovaquie, d'Allemagne, de Pologne, d'Autriche prirent part aux travaux du Congrès. Durant cinq jours, les différentes Sections ont entendu et examiné plus de cent cinquante rapports. A l'occasion du Congrès, une exposition bibliographique a été organisée. Elle a prouvé l'existence d'un nombre important de publications scientifiques ukrainiennes à l'étranger, qui souvent furent citées et même reproduites en Ukraine soviétique.

\*  
\* \*

*Les communistes ukrainiens sont considérés comme « suspects »*

D'après ce qu'on nous écrit de Kharkiv, les communistes ukrainiens sont accusés par les bolcheviks d'avoir essayé de propager des idées anticommunistes, chauvines et nationalistes. C'est pourquoi le Comité central du parti communiste ukrainien est transféré à Moscou pour y être placé sous le contrôle moscovite. En outre, presque tous les ukrainiens ont été exclus des rangs dudit Comité.

Le Président du Conseil des Commissaires du peuple de l'Ukraine soviétique, M. Tchoubar, a également dû quitter son poste et se rendre à Moscou.

---

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise

E 5114E  
1932